

# Lettre de Bruxelles n° 9, juin 2019 sur les volailles

## *Regards sur les Dialogues Civils, par Anne Vonesch*

Chers amis, bonjour !

En rouge les informations du Groupe de Dialogue Civil du 28 mai,  
en bleu la synthèse, les interventions, conclusions et avis personnels.  
COM = commission européenne EM = Etat Membre

### **Ecoutez le GIEC, pas la Commission européenne !**

C'est à hurler, pour nous, Collectif Plein Air, qui nous opposons à tous ces poulaillers qui poussent dans nos campagnes (souvent pour LDC) afin de cracher de misérables poulets standard par dizaines et centaines de milliers (s'ils n'ont pas déjà grillé avant l'heure fatale dans la chaleur de l'été). La production de poulets en Europe augmentera. Et davantage de poulets seront importés du Mercosur. Ne vous inquiétez pas, dit la Commission européenne aux producteurs : la consommation de poulets augmente, cette augmentation absorbera sans problème les importations.

Croire en la capacité de l'UE de contrôler les modes d'élevage dans des pays tiers ? Alors qu'à l'intérieur de l'Europe seulement 1 % des élevages sont contrôlés chaque année pour la protection des animaux ? Croire dans les normes rigoureuses soi-disant de 'bien-être' animal de l'UE, soi-disant établies sur des bases scientifiques, alors que tout le monde devrait savoir que les normes minimales sont le résultat de rapports de force peu favorables aux animaux et qu'elles sont truffées de dérogations et mal appliquées ? Manger plus de poulets alors que les terres agricoles de la planète sont à bout et que le GRAND GASPILLAGE fait le lit de la faim ?

Alors, chers ami/e/s, vous ne voulez quand même pas être complices de l'augmentation de consommation de volailles (standard) ! Ecoutez le GIEC, revoyez votre alimentation. ARRÊTEZ d'acheter du poulet standard ! Pas de poulet à la cantine (c'est là que vous trouvez le plus de poulet importé) – terminé ! Plus jamais de sandwich au poulet (sincèrement... ni à la dinde ni au jambon ni au thon). Plus jamais du poulet quelconque. Il existe autre chose en Europe : des volailles rurales, fermières, en plein air, bio, à croissance lente... MOINS, mais MIEUX. Soyons exigeants sur l'étiquetage.

Vous trouvez l'ensemble des documents de séance sur le site des Groupes de Dialogue Civil<sup>1</sup> à la Commission européenne, profitez-en.

---

<sup>1</sup> [https://ec.europa.eu/agriculture/civil-dialogue-groups/animal-products\\_en](https://ec.europa.eu/agriculture/civil-dialogue-groups/animal-products_en) ou poultry dashboard: [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/poultry-meat-dashboard\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/poultry-meat-dashboard_en.pdf)

## Le marché des volailles

Le but de l'exercice est de parler des marchés mondiaux. Les prix du poulet augmentent, le Brésil profite de la demande chinoise, vend moins en UE à cause du scandale de sécurité alimentaire mais envoie néanmoins des filets au prix attractif (au grand dam des éleveurs européens) parce que les Européens veulent manger le meilleur. D'un point de vue alternatif, la petite bonne nouvelle est que la production de lapins diminue. Une autre production caractérisée par des conditions d'élevage cruelles sont les dindes : pas de baisse en vue, et la dinde représente un dixième des exports de volaille. Quant aux poulets, les prévisions voient la production européenne augmenter. Les exportations européennes augmentent. La balance commerciale est positive, de beaucoup en volume et peu en valeur.

## Le marché des oeufs

La production a diminué mais devrait augmenter, autant les œufs de consommation que les œufs à couver. 50,3 % des poules sont encore en cages en 2018 en UE, 3 % de moins qu'en 2017. Au moins il commence à y avoir des statistiques différenciant les modes d'élevage (ce que je demande pour les poulets).

EUWEP (association des industriels de l'œuf) a présenté, par la voix d'une universitaire de Wageningen, une étude sur la compétitivité des œufs européens, face aux coûts et aux importations de l'Ukraine, des Etats-Unis, d'Argentine et d'Inde. Ces pays ont des coûts de production plus bas, il se rajoute le prix du transport (il s'agit d'ovoproduits, jamais d'œufs coquilles) et les taxes. En Europe, 16 % du coût de production sont dus à des normes sanitaires, environnementales, de protection animale. Si dans les accords tarifaires les taxes douanières sont réduites de moitié et si jamais en même temps le taux d'échange monétaire varie et rend les produits moins chers (ce qui peut toujours arriver), la production européenne s'en sortira très mal. C'est cette alerte, à prendre très au sérieux, qui est transmise. Dans le groupe, il y a consensus sur l'importance de l'étiquetage, pour se distinguer de produits qui n'obéissent pas aux mêmes normes.

## L'accord de libre-échange avec le Mercosur

Le plus grand accord commercial jamais conclu ! Une fois de plus, le thème est chaud. L'accord est présenté comme étant avantageux pour l'Europe. Il prévoit un contingent tarifaire de 180 000 t (50 % avec os et 50 % sans os).

Mais si l'accord de Paris est sérieusement rompu, l'accord est suspendu. L'accord comprend zéro déforestation et 12 M ha de forêt replantés.

Les producteurs trouvent inacceptables qu'ils servent de compensation pour permettre à l'Europe d'exporter d'autres produits. Des fermes vont s'arrêter.

Aussi, au Mercosur les règles ne sont pas respectées, la Commission le sait.

Ainsi indirectement, la PAC qui doit sauver les revenus de nos agriculteurs, financera l'exportation de bagnoles et de services ! Est-ce son rôle ? Déjà nous importons beaucoup trop d'azote (Soja) alors que des bonnes volontés s'appliquent pour aller vers plus d'autonomie en protéines. Pour sauver le climat il faut beaucoup moins de bovins sur terre ; et nous devrions en importer ? Et du sucre de canne, alors que nous avons des betteraves ?

Et en monnaie d'échange le Mercosur reconnaît nos indications géographiques protégées qui sont des marques protégées sans la moindre ambition environnementale !  
Il y a de quoi s'inquiéter pour le GIEC.

Maintenant, si vraiment cet accord de libre-échange était un moyen efficace (ce qui reste à démontrer) pour arrêter la déforestation en Amazonie il faudrait reconsidérer la question si un tel enjeu ne vaut pas l'acceptation d'un commerce agricole totalement absurde.

### **Evaluation des normes de commercialisation**

Les normes de commercialisation reposent sur le règlement 1308/2013 sur l'organisation commune de marché (CMO) et une importante législation secondaire (voir présentation<sup>2</sup>) et les directives petit-déjeuner (café, chicoré, cacao et chocolats, confitures etc). Une longue liste !

Le principe de l'évaluation est toujours de questionner l'efficacité, l'efficience, la pertinence, la cohérence, et en dernier la plus-value liée à l'Europe.

La période de l'évaluation dure de décembre 2018 à novembre 2019. La consultation publique durera 12 semaines. Elle n'alimente pas l'étude qui sera faite par un prestataire, mais le travail de la Commission.

Pourquoi est-ce important pour le Collectif Plein Air ? Parce que cela peut concerner les viandes, les œufs, les produits laitiers, les modes d'élevage, des signes de qualité avec toutes les tricheries et dérives imaginables...

**La consultation du public a lieu du 22 juillet 2019 - 14 octobre 2019.**

**[https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2017-3244337/public-consultation\\_en](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2017-3244337/public-consultation_en)**

---

<sup>2</sup> Site des CDG <https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/civil-dialogue-groups/animal-products/2019-07-16/documents.zip> voir Evaluation of Marketing Standards